



---

Revue  
**HISTOIRE(S) de l'Amérique latine**

Volume 3 – 2009

*Naissance de l'autoritarisme et développement modernisateur.  
Survol historiographique du cas mexicain (1946-1952)*

Catherine VÉZINA

[www.hisal.org](http://www.hisal.org) | 03-2009

URI: <http://www.hisal.org/revue/article/vezina2009-1>

---

## Naissance de l'autoritarisme et développement modernisateur. Survol historiographique du cas mexicain (1946-1952)

Catherine Vézina\*

Juillet 1946 : jour d'élections au Mexique. Miguel Alemán Váldes remporte la victoire par une écrasante majorité sur son principal adversaire, Ezequiel Padilla, que le Parti Révolutionnaire Institutionnel ([PRI] autrefois le Parti de la Révolution Mexicaine [PMC]) avait éliminé de la course à la présidence<sup>1</sup>. Sans rébellion ni troubles importants, Alemán est conduit au fauteuil présidentiel en décembre suivant. Bénéficiant de l'appui de ce qu'on appelle la « famille révolutionnaire » (voir annexe 1), il donne une impulsion nouvelle au projet modernisateur. Parfois comparé à Porfirio Díaz (1876-1911) par ses façons de contrôler le mouvement ouvrier et de désamorcer l'opposition, le premier président civil du Mexique engage le pays dans l'industrialisation rapide et vers l'autoritarisme si particulier qui caractérise souvent le système politique mexicain dit « unipartiste ». Si les réalisations économiques notoires, bien que mitigées, de cette époque constituent la part de succès de son mandat, son projet politique qui définit le régime mexicain pour les années à venir demeure à bien des égards l'aspect le moins encensé de sa présidence.

Dans le cadre de cet article, nous nous intéressons à la « modernisation » de l'État au Mexique pendant la période d'après-guerre, telle que vue par l'historiographie mexicaine. La période transitoire des années 1940-1950 nous semble particulièrement intéressante pour apprécier les continuités et changements qui s'opèrent dans le processus d'institutionnalisation de la Révolution et dans la mise en marche du nouveau projet économique qui mène au « miracle mexicain » des années 1950-1960<sup>2</sup>, mais aussi pour saisir l'évolution de l'interprétation dudit miracle au fil du XXe siècle. Nous voulons ainsi souligner l'importance du changement qui survient dans la façon d'écrire

\* doctorante en histoire, Université Laval, Québec.

<sup>1</sup> Aux élections de 1946, Alemán est le candidat du PRI, Ezequiel Padilla celui du *Partido Demócrata Mexicano*, Augustín Castro celui du *Partido Nacional Constitucionalista* et Enrique Calderón celui du *Partido Nacional Reinvindicador Popular Revolucionario*.

<sup>2</sup> La présidence de Miguel Alemán retient davantage notre attention puisque c'est à cette époque que le PRM devient le PRI, entraînant des changements politiques importants, et que le développement par substitution des importations, qui mène au développement dit « stabilisateur », augmente sa vitesse de croisière. La première phase de ce développement (celle de la substitution des biens de consommation) se poursuit, mais les deuxièmes (substitution des biens intermédiaires) et troisième (substitution des biens de capital) viennent s'y ajouter, poussant plus loin ce modèle économique de développement vers l'intérieur.

l'histoire et d'analyser le système politique mexicain au lendemain des événements tragiques de 1968<sup>3</sup>.

Pour bien comprendre comment le projet national économique et politique relatif à l'époque alemaniste a été perçu par les mexicanistes, nous utilisons des travaux historiques et sociologiques qui traitent des questions centrales que sont le développement et la croissance économique, ainsi que l'autoritarisme et la démocratie. Nous nous intéressons plus particulièrement aux auteurs qui ont étudié les liens entre la modernisation politique et la croissance socio-économique du pays, ainsi que la constitution unipartiste du régime et sa valeur démocratique. Afin de souligner le changement de ton qui survient dans la pensée mexicaniste après 1968, nous avons retenu des ouvrages antérieurs à cette date de trois auteurs reconnus, portant sur l'explication du système politique mexicain, Frank Brandenburg, Pablo Gonzalez Casanova et Vincent L. Padgett. Le reste du corpus est consacré aux auteurs qui ont amorcé une réflexion critique du système et inspirée par les études sur les régimes populistes latino-américains, devenues incontournables à partir des années 1970. Les mexicanistes ayant produit ce type de réflexion ont effectivement contribué à l'élaboration d'une critique approfondie de l'autoritarisme et du projet modernisateur mexicains.

### **Croissance et développement économique ; le système en tant qu'entreprise**

*Ahora sabemos bien que el sistema nació con Calles, se corporativizó con Cárdenas, se desmilitarizó con Avila Camacho, y se convirtió en una empresa con Alemán.*

- Enrique Krauze  
*La Presidencia imperial*

L'assise du pouvoir autoritaire et l'institutionnalisation de ce régime serait, selon certains auteurs, directement liée à la modernisation économique mexicaine. Si certains mexicanistes comme Frank Brandenburg pensaient que la modernisation du Mexique allait mener éventuellement à une démocratisation du système politique, d'autres auteurs ont vu dans le type corporatiste de développement amorcé par Cárdenas et consolidé par Alemán, une garantie de stabilité du régime unipartiste et une promesse de développement économique rapide.

Le développement par substitution des importations (ISI) débute dans les années 1930 au Mexique. L'impulsion à ce type de développement est donnée par le président

<sup>3</sup> Le 2 octobre 1968, sur la place des *Trois Cultures*, à Tlatelolco (D.F.), le président mexicain de l'époque, Gustavo Díaz Ordaz, envoie l'armée afin de réprimer une grève étudiante organisée pour dénoncer les mesures autoritaires utilisées (fermetures d'établissements universitaires, emprisonnement de plus de 70 étudiants de *Bellas Artes*, bombardements de la *preparatoria* San Ildefonso, etc.) pour calmer certaines manifestations étudiantes au cours du mois de juillet précédent. Le bilan de l'opération militaire : 49 morts selon la version officielle (plus de 200 selon le *New York Times*) et plus de 2000 détenus (Smith, 2003 : 354).

Cárdenas. Il entreprend de structurer la nation de façon à répondre aux demandes sociales et aux impératifs économiques nécessaires à la modernisation du pays. Alors qu'il entreprend de réunir les masses sous de grandes bannières syndicales chapeautées par l'État (bureaucratie syndicale corporatiste), il débute la réforme agraire afin de fournir aux villes les denrées et les matières premières nécessaires à l'industrialisation du pays. Ce projet vise l'autosuffisance alimentaire et la substitution des importations de biens de consommation. Le modèle ISI s'opère en deux grandes étapes. La première, celle débutée par Cárdenas, qui a pour objectif la diminution drastique des importations de biens de consommation en favorisant l'autoproduction et est déjà avancée dans les années 1950. La suivante, plus tardive (elle débutera réellement dans la deuxième moitié des années 1950), mise plutôt sur la substitution des biens intermédiaires et de capital. Afin de paver la voie à la deuxième phase de l'industrialisation substitutive d'importations, Alemán contribue à l'augmentation de la productivité agricole du pays en mettant en avant la *révolution verte*. Celle-ci, véritable réforme de la réforme agraire (Montes de Oca, 1977 : 47-63), favorise le secteur privé agricole, et ce, au détriment du secteur agraire<sup>4</sup>. Ce sont surtout les domaines privés d'agriculture d'exportation qui en bénéficient.<sup>5</sup> Les retombées de cette contre-réforme sont de se procurer des devises pour augmenter la croissance industrielle dans le secteur de la consommation afin de se donner les moyens d'importer les biens de capital et intermédiaires nécessaires à l'industrialisation du pays (Lapointe et Favre, 1997 : 15). Alemán accompagne ces politiques industrielles de grandes œuvres d'infrastructures publiques, telles que l'amélioration des réseaux de communications, la construction de l'*Universidad Autónoma de México*, la construction de grands barrages hydroélectriques et de système de distribution des eaux (irrigation). Si la croissance économique se maintient à un taux nettement supérieur à celui d'autres pays pendant la présidence d'Alemán (soit en moyenne de 3%), quelques problèmes commencent à se faire sentir, notamment la dépendance face aux capitaux étrangers (crédit) pour financer le déséquilibre de la balance des paiements que l'on observe dès la fin des années 1940. De plus, la redistribution des richesses n'accompagne pas ce type de développement.

Bien qu'il soit maintenant admis de manière assez univoque que le « boom » industriel d'après-guerre au Mexique n'a pas favorisé un développement économique et social durable, il n'en a pas toujours été ainsi. Longtemps l'historiographie mexicaine a été influencée par le souffle nationaliste et par les élans patriotiques que le « parti de la Révolution » s'est efforcé de maintenir et de promouvoir.

<sup>4</sup> Le secteur privé agricole, situé surtout au nord du pays, ne doit pas être confondu avec le secteur « agraire » qui a bénéficié des réformes de type agrariste sous Cárdenas (répartition de terres communales, l'*ejido*, et de petites propriétés).

<sup>5</sup> De plus, les limites territoriales des propriétés considérées comme « petites propriétés » sont révisées à la hausse (jusqu'à 741 hectares) pour les cultures les plus rentables comme le café, la vanille, le henequen, le cacao, les arbres fruitiers (Brandenburg, 1966 : 106).

Sans remettre en question la validité des travaux des grands canons de l'histoire mexicaine post-révolutionnaire, force est de constater qu'ils ont été eux aussi inspirés par l'idée d'une (r)évolution permanente nécessaire au développement de la nation mexicaine. C'est avec cette vision que Frank Tannenbaum introduit l'ouvrage d'un de ses disciples, Frank R. Brandenburg :

In between Pancho Villa and Díaz Ordáz is the transition from a primitive agricultural society to one increasingly industrial, and from a purely military dictatorship to a government resting on popular consensus. [...] This [the principle that Mexico can be governed without violence], primarily, as well as agrarian reform, an independent foreign policy, and the amalgam produced by the revolution has given to the people a sense of freedom and pride which they never had before (Tannenbaum *in* Brandenburg, 1966 : *vii-viii*).

Bien qu'assez surprenante, cette apologie du système est partagée par Brandenburg qui dédie son livre « aux visionnaires de la Famille Révolutionnaire qui ont élevé le Mexique à une position exemplaire au sein des pays latino-américains » (Brandenburg, 1966 : dédicace). La façon dont cet historien conçoit l'histoire récente et le développement économique et politique du Mexique admet une évolution vers la modernité et la démocratie : « Transforming Mexico into a modern nation meant undertaking permanent revolution [...]. This book is an interpretation of the causes and effects of this revolution, the Mexican Revolution, and of the present health and probable direction of the Mexican nation » (Brandenburg, 1966 : *xi*). Selon lui, qu'elles soient louables ou non, les politiques alemanistes ont permis au Mexique d'atteindre une croissance économique nécessaire au développement et à l'accomplissement de la « Mexican Proposition »<sup>6</sup> : « By inviting both foreign and domestic investment to build Mexican industry and commerce, the Alemán economic policy brought quick rewards. [...] Alemán, however distasteful his means and ways, succeeded in pushing the sustained growth of the Mexican economy » (Brandenburg, 1966 : 105). Ce type de développement qui entraîne une croissance économique rapide au Mexique est souvent considéré comme une solution qu'ont trouvé les économies périphériques pour abandonner leur rôle de pourvoyeuses de matières premières et créer des industries nationales fortes. L'ISI, qui caractérise de nombreux pays latino-américains de la période d'après-guerre<sup>7</sup>, est donc perçu comme une réponse d'États dont l'économie est en émergence et voulant accéder à un développement de plus en plus indépendant des pressions internationales. Cette façon de considérer l'histoire de la nation, en lien trop étroit avec les cercles officiels, a plus tard été questionnée par de jeunes chercheurs, les

<sup>6</sup> Nous reprenons l'expression employée par l'auteur pour désigner le projet modernisateur, les réformes implantées et la mise en place du modèle ISI.

<sup>7</sup> Avec la crise économique mondiale des années 1930, plusieurs pays européens et américains adoptent des mesures protectionnistes et ferment alors leurs économies. Pour l'Amérique latine et le Mexique plus particulièrement, la Deuxième Guerre mondiale et les besoins en matières premières qu'elle engendre permettent aux économies nationales d'aller plus loin dans ce type de développement économique nationaliste.

révisionnistes, qui ont assisté à la déchéance du projet économique et politique mexicain à la fin des années 1960.

La différence qui s'opère dans l'interprétation du projet modernisateur par les historiens, sociologues et politologues entre la période pré-Tlatelolco et post-Tlatelolco est marquante. Les analyses produites antérieurement au massacre de 1968, qui révéla toute la rigidité du système priiste, se laissent aller à plus d'optimisme quant à l'avenir du Mexique. Nous avons déjà mentionné comment Brandenburg tend à « cautionner » la main de fer avec laquelle l'économie et la société mexicaines ont été prises en charge par l'État priiste, et ce, malgré le regard critique et le jugement qu'il porte sur ce système. Le cas de Pablo González Casanova est lui aussi assez révélateur de cette tendance générale. Pour ces auteurs, la modernisation économique du pays, bien qu'elle se fasse dans un cadre autoritaire, ne peut que déboucher sur une éventuelle ouverture politique et une maturation démocratique.

Gonzalez Casanova soutient ainsi en 1963 une vision plutôt clémence, quoique critique, du développement économique et politique mexicain de la période alemaniste. D'une part, il considère le système politique comme autoritaire car ne donnant pas voix aux partis d'opposition et exerçant une influence trop importante sur les centrales syndicales (Casanova, 1963 : 287). Il affirme cependant que l'État, dans sa façon de s'ingérer davantage dans l'économie à travers les entreprises para-étatiques, d'implanter des projets de développement d'infrastructures et d'octroyer des crédits à une bonne partie de la population, arrive à susciter non seulement la croissance économique mais aussi le développement économique du pays. On peut même sentir une certaine apologie du système autoritaire tel que développé sous Alemán :

Bajo estas circunstancias político-económicas el Estado mexicano constituye un gran centro de decisión para el desarrollo del país, presenta una estructura que conduce a la unidad de decisión tan necesaria al desarrollo, y tan útil para la negociación internacional con la gran potencia. El desarrollo del país es un hecho. En el México de 1934 a 1962 no sólo hay crecimiento económico, hay desarrollo económico (Casanova, 1963 : 290).

Comme mentionné plus haut, à l'époque où l'auteur écrit son article, le modèle de développement par substitution des importations produit encore des résultats satisfaisants (il s'agit de la période du miracle mexicain) et le massacre de Tlatelolco (1968) n'a pas encore eu lieu, ce qui explique en partie cette interprétation plutôt optimiste du régime autoritaire. Il souligne néanmoins la dynamique inégale du développement mexicain (qu'il nommera subséquemment, après les événements de 1968, « colonialisme interne »). Encore là, bien qu'il reconnaisse que le Mexique se développe de manière inégale, il aborde la question en termes géographiques, c'est-à-dire qu'il met l'accent sur les disparités régionales (pôles de développement *versus* aires sous-développées) plutôt que sur l'écart entre les classes sociales que produit la croissance économique rapide du pays. Il conclut sur une note plutôt optimiste : un peu

à la manière des pluralistes (que nous verrons plus loin), González Casanova entrevoit la possibilité d'une démocratisation :

Parece lo más probable que la dinámica interior de la desigualdad se rompa por una expansión de los polos de crecimiento y de los espacios económicos desarrollados de la nación, por la fundación y expansión de nuevos polos de crecimiento, en un proceso de expansión de los universos económicos internos, que vaya aumentando en números relativos absolutos la cantidad de la población participante del desarrollo hasta eliminar la existencia de una sociedad heterogénea, y llegar a una sociedad de clases característica de los países desarrollados (Casanova, 1963 : 300).

Les principes de la Révolution ont donc largement influencé l'historiographie sur le Mexique. Mais contrairement aux auteurs ayant produit leurs analyses avant les années 1970, la plupart des révisionnistes reconnaissent maintenant que cette figure de légitimité « démocratique » étroitement liée aux principes de la Révolution de 1911 a permis la montée de l'autoritarisme. On admet que c'est grâce à des réformes garantissant l'application des principes de la Révolution que les gouvernements qui se sont succédés ont contribué au renforcement du mythe révolutionnaire. Le gouvernement qui a le plus marqué la société mexicaine et a imprégné les institutions de cette légitimité révolutionnaire est celui de Cárdenas. La plus importante de ses réformes, l'expropriation pétrolière de 1938 qui redonne à la nation le contrôle d'une de ses ressources les plus importantes, a donné un nouveau souffle au nationalisme mexicain et à la soi-disant idéologie révolutionnaire, consolidant ainsi le support au régime pour les années à venir. Selon Judith Teichman qui s'intéresse à la construction et à la transformation de l'autoritarisme mexicain<sup>8</sup>, la consolidation des assises corporatistes, davantage institutionnalisées dans les années 1940, est attribuable au caractère révolutionnaire du sextennat cardéniste : « The institutional mechanism of political incorporation and control established during the Cárdenas years, combined with the immensely popular reformist measures taken during that sexenio, made possible a period of politically stable peripheral capital growth between 1940 and the late 1960s » (Teichman, 1988 : 33-34). Les présidents qui lui succèdent mettront eux aussi en avant certaines réformes ou mesures sociales dont les principes sont enracinés dans la Constitution de 1917.

Critique de ces réformes et du projet économique « modernisateur » mis en avant par les gouvernements priistes, l'économiste René Villareal, dans un collectif de 1977<sup>9</sup>, soumet à l'étude un paradigme fort intéressant et maintenant reconnu comme

<sup>8</sup> Professeur à l'Université de Toronto et menant des recherches sur les défis économiques et politiques en Amérique latine, elle a mené ses recherches et réflexions sur le Mexique alors que le modèle priiste était déjà remis en question.

<sup>9</sup> Ce collectif auquel nous allons nous référer plus d'une fois fut produit dans le but de pallier à l'absence d'ouvrages critiques du système politique mexicain. Alors que la théorisation des régimes populistes sud-américains prend de l'importance à partir des années 1970, les mexicanistes ne commencent à se pencher sur ce type de réflexion qu'un peu plus tard. Le collectif édité par José Luis Reyna et Richard S. Weinert venait ainsi répondre à ces considérations : « Although there were good intellectual grounds for

caractéristique du modèle ISI. L'auteur tente effectivement de comprendre dans quelle mesure la croissance économique qui survient à partir de la présidence d'Alemán n'entraîne pas nécessairement l'amélioration des conditions de vie de la population, s'éloignant plutôt des principes centraux de la révolution. Le projet nationaliste de Cárdenas comprenait une réforme agraire qui devait permettre à l'agriculture de jouer un rôle de support au processus de modernisation économique en fournissant des matières premières, de la nourriture aux populations rurales et urbaines en même temps que des devises étrangères par l'exportation de ces biens. Ceci devait permettre ainsi l'importation de biens intermédiaires et de capital nécessaires à la seconde phase du modèle, soit la substitution des biens intermédiaires et de capital (Villareal, 1977 : 67). Lorsque le processus s'accélère avec Alemán, les autorités mexicaines croient que la croissance économique ne peut qu'aller de pair avec le développement économique, c'est-à-dire avec l'amélioration des conditions de vie, puisque l'autonomie qu'engendrerait le modèle ISI favoriserait l'émergence d'une industrie nationale. Mais l'ISI semble avoir encouragé la concentration du revenu et l'accumulation du capital, sans produire le nombre nécessaire d'emplois (*capital-intensive technologies* au lieu de *labor-intensive technology*), sans entraîner la redistribution efficiente des richesses (la *Ley de Fomento de Industrias Nuevas y Necesarias* accordait des exemptions partielles et/ou totales de taxes à ces industries) ni réduire la dépendance extérieure du Mexique (bien que la nature de cette dépendance se soit modifiée)<sup>10</sup>. Lorenzo Meyer, historien et professeur émérite bien connu sur la scène publique et intellectuelle mexicaine, abonde d'ailleurs dans le même sens. Bien que l'État soit maintenant en charge de secteurs tels que le pétrole, l'électricité et les chemins de fer et que peu d'étrangers possèdent des domaines agricoles, il souligne que le secteur clé de l'économie, le secteur manufacturier, se retrouve dépendant du capital et des technologies américaines et que les investissements réalisés par le secteur public sont majoritairement financés par des prêts contractés à l'étranger (Meyer, 1977 : 17). Selon cet auteur, les projets modernisateurs d'Alemán et de Porfirio Díaz se rejoignent donc beaucoup plus que ne le laisse transparaître le discours révolutionnaire. Dans les deux cas, afin de construire une société capitaliste moderne, le pays doit nécessairement être lié aux biens, au capital et aux marchés des États-Unis. De plus et comme le souligne d'ailleurs Meyer, si les inégalités tributaires de ce développement se font sentir de façon explicite à partir de la

---

considering Mexico in the formulation of these new concepts [associated dependent development, corporatist politics, bureaucratic-authoritarian government], in fact the country was overlooked. The oversight was not deliberate [...] : the theorists were not sufficiently familiar with Mexico to incorporate it in their theorizing » (Reyna et Weinert, 1977 : xi).

<sup>10</sup> Le développement devient tributaire de la capacité d'importation mexicaine, puisque les deuxième et troisième phases de ce type d'industrialisation exigeaient l'importation de biens intermédiaires et de capital. De même, le déficit continu et croissant de la balance des paiements de 1940 à 1970 a été financé grâce à des obligations à l'interne, surtout avant 1970, et grâce aux emprunts et à l'investissement étrangers. De plus, le contrôle étranger du secteur manufacturier a eu tendance à augmenter.

présidence d'Alemán et de sa *révolution verte* qui favorise le secteur privé agricole, le régime se consolide et se maintient sans grande explosion sociale.

Dans son étude produite à l'été 1969 (une des premières du genre) et dans laquelle est ébauchée une analyse assez critique du projet modernisateur, Roger D. Hansen affirme que cet exploit, celui de maintenir une croissance annuelle d'environ 6% sur une période de 30 ans, est intrinsèquement lié au système politique mexicain. Il commence par affirmer qu'une croissance économique comme celle qu'expérimentent le Mexique et d'autres pays sud-américains, pendant la période 1940-1970, s'accompagne inévitablement d'un écart grandissant entre les élites entrepreneuriales et les secteurs les plus pauvres, ce qui entraîne généralement des demandes contradictoires de la part des différentes forces sociales :

During periods of rapid industrialization the incomes of certain rather small groups tend to rise rapidly, while earnings of the rest, including all those near the bottom of the income scale, increase slowly or not at all or actually decline. Thus the bill for rapid growth is generally paid through forgone consumption on the part of those segments of society who can least afford it (Hansen, 1986 : 4).

Il relance ainsi le débat sur la nature réelle de la croissance économique mexicaine en pointant, entre autres, la corruption du système politique comme responsable des inégalités qui se poursuivent et s'accentuent au moment où il produit son analyse. Sachant que son étude allait heurter « certaines sensibilités au sein de quelques cercles mexicains »<sup>11</sup>, il prend soin de préciser que le but de son livre n'est pas d'encenser ni de blâmer quelque individu ou groupe que ce soit, mais plutôt de tenter de comprendre l'essence du fameux miracle mexicain (Hansen, 1971 [1984] : xi).

Selon les auteurs qui assistent à la stagnation et chute du projet modernisateur, le véritable miracle mexicain a donc été de réussir à absorber les pressions résultant de l'impact de la croissance rapide sur les conditions de vie. Pour ceux venus plus tôt, tous les espoirs étaient permis, les principes de la révolution et la croissance économique des années 1940-1960 devant apporter les fruits de la démocratie. Les interprétations du système économique dans sa relation avec la structure politique mexicaine sont pour le moins variées et témoignent d'une rupture entre l'historiographie « officielle » du projet « révolutionnaire » mexicain et celle qui naît de la désillusion des années 1970. La conception du projet économique se trouve étroitement liée à la structure politique qui se met en place dans les années 1940. Les analyses du régime politique mexicain ayant contribué à cette stabilité seront maintenant soumises à examen. Cet aperçu des diverses positions rend compte de certaines tendances plus marquées.

<sup>11</sup> Nous reprenons ici les propos de l'auteur, lequel se garde de préciser quelles sensibilités ni quels groupes il risque de froisser. Nous pouvons assez aisément imaginer qu'il fait référence aux cercles officiels, aux différents ministres et/ou fonctionnaires ayant participé au « succès » du régime priiste.

### **Régime politique, autoritarisme et démocratie ; le projet modernisateur d'Alemán**

Les étiquettes que l'on attribue au régime mexicain sont nombreuses. Unipartisme, autoritarisme, corporatisme, fédéralisme, centralisation du pouvoir, institutionnalisation, élites politiques historiques, ne sont que quelques-uns des aspects que les divers auteurs ont mis en lumière dans leurs analyses de l'univers politique mexicain.

Tel que mentionné par Juan Horcasitas, il existerait plusieurs nuances importantes dans la façon de comprendre l'autoritarisme mexicain. Il distingue trois grandes écoles d'interprétation : les pluralistes, les autoritaristes et les marxistes. La première école aborde la question à travers l'interaction entre le développement économique qui tend vers la modernité et la démocratisation graduelle d'un pays. Les deux vont de pair : « la modernización de una sociedad conduce a la pluralización de su comunidad política generando con ello un impulso hacia la democratización de su sistema político » (Horcasitas, 1993 : 8). L'état démocratique très relatif du système mexicain s'explique selon les tenants de cette théorie par la relative modernité que le projet économique a atteint :

Es posible encontrar un autor de la corriente pluralista que describa la estructura política del país como dictatorial o semidictatorial. [...] un investigador puede definir el sistema político mexicano como cuasi-democracia o semidictadura, o incluso como dictadura disfrazada, pero lo explica en los términos antes vistos, ya sea esgrimiendo el argumento de que la modernización de la sociedad mexicana aún no está acabada, y que por ello aún no se ha democratizado plenamente [...] (Horcasitas, 1993 : 9).

Vincent Padgett arrive pour sa part à des conclusions plutôt nuancées quant à l'aspect centralisateur du Parti, présentant le PRI comme une structure organisée de manière verticale-horizontale. Pour l'auteur, bien que le Parti soit basé sur une hiérarchie indiscutable, ses assises au niveau des États et des localités permettent une participation politique des groupes sectoriels à l'échelle nationale (pour le financement par exemple). On comprend aussi les conclusions nuancées auxquelles parvient Vincent Padgett sur l'aspect centralisateur du Parti (Padgett, 1957 : 995-1008). Padgett mentionne qu'une manifestation de décentralisation se trouve dans la façon dont le comité central du Parti laisse la décision de la sélection des candidats au niveau étatique à des personnes influentes au niveau local et déjà impliquées dans le contexte politique des États ciblés. Il affirme que le Parti a donc permis au Président de déléguer l'autorité aux gouverneurs afin d'adapter les solutions politiques aux situations particulières et aux besoins locaux. Cependant, il faut voir que les sénateurs ne suivent pas cette formule et qu'ils sont souvent désignés par le Président. C'est d'ailleurs ce qui se produit lorsqu'Alemán décide de nommer Gustavo Díaz Ordaz sénateur de Puebla, et ce, même si la coalition de cet État avait auparavant indiqué un autre candidat (Krauze, 1997 : 131). L'auteur met aussi l'accent sur la façon qu'a eu le gouvernement mexicain

de baser sa légitimité sur le mythe révolutionnaire et de mieux asseoir ainsi sa « légitimité »<sup>12</sup>.

Quant aux autoritaristes dont parle Horcasitas et qui s'expriment avec force dès les années 1970, ils posent plutôt un regard critique sur le raisonnement pluraliste et soumettent des interprétations qui tiennent compte de facteurs très variés pour expliquer le maintien de l'autoritarisme mexicain, reconnaissant que le parcours vers la démocratie ne peut être direct dans la société mexicaine (le processus qui a conduit à la formation des démocraties européennes ne peut être reproduit) et que le régime autoritaire, pour diverses raisons, a pu se consolider (Horcasitas, 1993 : 26). Certains auteurs comme Susan Kaufman Purcell soutiennent que le système politique qui se confirme sous Alemán ne s'est pas institutionnalisé et qu'il s'agit plutôt d'élites qui reproduisent un schéma traditionnel, luttant pour conserver leur pouvoir en alternant procédés de « mobilisation contrôlée » (cooptation) des masses et interventions répressives de type autoritaire (Kaufman Purcell, 1980 : 194-195). Elle remet en question le processus même d'institutionnalisation qui s'accélère avec la création du PRI (ou la réforme du PRM) en 1945 en soutenant que le système politique est basé sur la lutte de ces élites pour conserver leur prépondérance. Cette vision du réseau de pouvoir mexicain est partagée par Gil, Schmidt et Castro qui soutiennent que, puisque la réelle compétition pour le pouvoir ne s'exerce qu'à l'intérieur du PRI, et ce, depuis la Révolution et jusqu'à 1988, il en résulte la création d'un réseau de pouvoir issu de la période révolutionnaire et qui se maintient à travers un système autoritaire (Gil, Schmidt et Castro, 1993 : 103-117). Malgré la démilitarisation du régime et l'accès d'un civil (Alemán) à la présidence, les auteurs pointent les liens qui unissent ce dernier à l'élite révolutionnaire (voir annexe 1)<sup>13</sup>.

D'autres, comme José Luis Reyna, reconnaissent plutôt le caractère institutionnel de ce régime autoritaire. S'ils attribuent à la période cardéniste la création des appareils corporatifs (Reyna, 1977 : 150-172), ils pointent davantage la présidence d'Alemán comme responsable de la nouvelle donne politique, puisqu'il fait entrer le pays dans une nouvelle étape d'institutionnalisation de la « famille » révolutionnaire : la modernisation de l'autoritarisme pour reprendre l'expression de Luis Medina. Meyer et Reyna considèrent le système politique du Mexique des années 1940 comme résultant d'une transformation lente qui trouve ses racines dans la Révolution, voire le Porfiriato.

Meyer cherche pour sa part à comprendre les fondements de l'État autoritaire en s'intéressant au legs de la Révolution mexicaine de 1911 et à son processus d'institutionnalisation. Il insiste aussi sur certaines continuités qui apparaissent dans le

<sup>12</sup> Par exemple, l'application de réformes et la mise en œuvre d'infrastructures publiques sont considérées comme les manifestations des principes de la révolution.

<sup>13</sup> Son père était une des grandes figures de la Révolution. Assassiné à l'époque de la rébellion *cristera* (1929), il était le protégé de Cándido Aguilar qui va par la suite favoriser l'ascension de Miguel Alemán.

système politique mexicain contemporain, qualifié d'*unipartiste*, en remontant à l'époque où Porfirio Díaz personnalisait et détenait pour ainsi dire tous les pouvoirs.

L'auteur suggère que le régime politique « autoritaire » du Mexique soit abordé comme la prolongation de certains comportements hérités d'un passé où la prédominance du pouvoir exécutif s'avérait incontestable. Sa contribution à la compréhension du système témoigne du changement qui s'opère dans la façon de concevoir l'autoritarisme au Mexique : « [The] view of inherent virtue and self-perfecting character of Mexican society gave way to a more critical view in which flaws took on the character of essential rather than accidental features. [...] The "imperfections" of the earlier view became structural necessities, and the direction and tendencies of Mexican society began to be viewed in a wholly different context » (Weinert, 1977 : xi). En cherchant à mettre en avant les continuités qui existent dans les moeurs politiques mexicaines, Meyer affirme que la personnalisation du pouvoir, qui s'opère depuis l'époque coloniale et qui s'est poursuivie après l'Indépendance, a amené une certaine forme de paternalisme et d'attachement au leader<sup>14</sup>. Meyer soutient que cette caractéristique se retrouve encore dans le régime dit « démocratique » post-révolutionnaire, mais sous une autre forme. Avec l'institutionnalisation du régime, le rôle du président devient central. Si autrefois le pouvoir se trouvait personnalisé par certains *caudillos*, dans le régime priiste, c'est la chaise présidentielle qui conserve la primauté, en dépit des changements sexennaux et malgré l'apparente démocratie :

The personalization of power is very different from that of the Porfiriato. [...] For a time, the Revolution reinforced the *caudillista* nature of Mexican political life (Obregón is a case point) but after the PNR and especially after Cárdenas, the charisma of the leader was transferred to the office. This was help to, as well as a result of, institutionalization (Meyer, 1977 : 12).

Pour Meyer, le poids considérable que détient le pouvoir exécutif dans le processus décisionnel, ou *présidence impériale*<sup>15</sup>, équivaut finalement à la personnalisation du pouvoir qui assure maintenant sa survie à travers le parti unique et son gouvernement dit révolutionnaire.

Quant à la valeur démocratique du régime et à la prédominance du pouvoir exécutif, il souligne qu'elle est à peu près nulle puisque les principaux débats prennent place uniquement dans l'univers du parti officiel. Ces conclusions sur le caractère faussement démocratique du système semblent partagées par la majorité des auteurs ayant écrit après les années 1970. En ce qui concerne la présence de l'opposition au Congrès, elle est représentée, quoique très faiblement, mais n'a à peu près aucune influence sur les résolutions que présente la branche exécutive et qui se voient adoptées

<sup>14</sup> Il en fait la démonstration en remontant à la période porfiriste, pendant laquelle le processus démocratique s'est vu fortement amputé, le régime politique étant basé sur l'image et la survie du leader politique.

<sup>15</sup> Nous reprenons l'expression de Enrique Krauze.

par la Législature (Meyer, 1977 : 11). L'importance de la branche exécutive devient un facteur qui explique certains maux de la politique mexicaine. Le faible fédéralisme découle du caractère « impérial » de la présidence, tout comme la corruption du système de justice, importante source de frustration pour bien des citoyens, qui se voit approuvée par un système qui ne dispose pas d'organe de surveillance politique (Meyer, 1977 : 11-12). Cette faiblesse du fédéralisme, directement liée au présidentialisme mexicain, devient apparente lors des épisodes marquants du processus d'institutionnalisation, comme la « danse des gouverneurs » qu'a initiée Miguel Alemán (Medina, 1979 : 95-111).

Parallèlement à cette transformation qui survient dans l'analyse de l'autoritarisme au Mexique, toute une gamme d'analyses des systèmes politiques latino-américains voit le jour. Certains mexicanistes ont ainsi tenté de saisir les similitudes entre la montée de certains régimes autoritaires latino-américains, ceux du Brésil et de l'Argentine principalement, afin d'en comprendre les dynamiques. Robert R. Kaufman, qui s'intéresse particulièrement à la question du populisme et de l'autoritarisme mexicain, a observé le cas de trois pays ayant fait l'expérience d'un « projet modernisateur » ou de gouvernements assez rigides, soit le Brésil, l'Argentine et le Mexique. Ces pays ont tous mis en place le même projet économique, le modèle ISI ; ils ont connu à peu près les mêmes tendances de croissance puis de crise, mais sans engendrer le même type de réaction politique. L'analyse que produit Kaufman se rattache à toute une littérature produite sur les populismes et dont Fernando Cardoso demeure un emblème. Kaufman mentionne donc que dans les deux premiers cas, l'apparition de régimes autoritaires bureaucratiques, tels que définis par O'Donnell et Cardoso<sup>16</sup>, semble être une réaction à la transition économique qui a dû s'opérer et qui ne pouvait plus être conciliée avec les intérêts que protégeaient les régimes antérieurs de type populiste. Quant au Mexique, la transition ne conduit pas à ce type de régime. Robert Kaufman attribue la stabilité du régime autoritaire mexicain à la mise en place rapide de mesures lui permettant de stabiliser sa base et d'approfondir son industrialisation. Le système lui apparaît comme consolidé sous la présidence d'Alemán :

With traditional elites eliminated, new industrial capital coopted, and labor contained, there was no real pressure to open the system electorally. Clothed in the symbols of the Revolution, the regime's authoritarian structures were institutionalized and secure. [...] In the Mexican pattern, both authoritarian and labor issues had been settled prior to the onset of the new phase of industrialization. [...] It was because Mexico has a Cárdenas in the 1930s and an Alemán in the 1940s that it did not have to undergo the traumatic shift to an Onganía or a Castelo Branco (Robert R. Kaufman, 1977 : 212;215;226).

<sup>16</sup> Les caractéristiques principales que donnent les auteurs de ces régimes bureaucratiques autoritaires sont les suivantes : l'exclusion de secteurs politiques auparavant mobilisés (partis de gauche, regroupements étudiants, syndicats, etc.), le regroupement corporatif (*encapsulamiento*) des relations État-société et l'ascension de coalitions militaires technocratiques orientées vers l'approfondissement du processus d'industrialisation. Ces auteurs conviennent que le modèle ne s'applique pas directement au cas mexicain (Guillermo O'Donnell, 1972 ; Fernando H. Cardoso, 1979 : 33-57).

Marcelo Caravozzi, spécialiste des questions démocratiques et de la *gobernabilidad*, abonde également en ce sens. Effectuant à son tour une comparaison entre le développement des régimes politiques sud-américains avec celui du Mexique, il met au centre de son explication le renforcement des mécanismes de consensus sociaux qui a plus tard permis l'implantation de politiques en faveur des industriels :

President Lázaro Cárdenas institutionalized the mechanisms of consensus and subordination of popular sectors and created channels for negotiation within the political class. Finally, the Manuel Avila Camacho and Alemán presidencies articulated a new type of agreement with the capitalist classes. [...] Numerous conflicts arose in these two spheres – internal conflicts within the political class, and a variety of social and sectorial conflicts – but they were metabolized in an institutional way, with scrupulous respect for their parallel but separate identities (Carvozzi, 1994 : 313).

Le PRI donne donc à chaque sphère de manière différente pour établir un consensus social, bien que précaire. La démilitarisation du système est considérée par ce même auteur comme étant cruciale pour saisir la différence entre le développement politique mexicain et d'autres qui lui ressemblent. Il affirme que l'incertitude politique liée au pouvoir que détiennent traditionnellement les forces armées a pu être dépassée au Mexique lorsque le pouvoir exécutif a rétabli son autorité sur l'institution militaire (à partir d'Avila Camacho).

Les auteurs qui se sont penchés sur la question du régime corporatiste mexicain, et plus particulièrement sur l'aspect politique autoritaire du régime, conviennent tous que cet aspect « civil » le différencie des autres régimes autoritaires latino-américains. Cette habileté à maintenir un système peu démocratique aussi stable et à en institutionnaliser les mécanismes sans avoir recours à l'armée pique la curiosité et mène à plusieurs interprétations. Le régime politique qui s'institutionnalise et se stabilise lors de la présidence d'Alemán est considéré comme étant un cas qui se démarque des autres régimes autoritaires corporatistes se développant dans plusieurs pays d'Amérique du Sud à la même époque.

Il faut attendre la fin des années 1960 pour qu'une approche revisitée de l'histoire mexicaine échappe aux mythes révolutionnaires fondateurs de la nation. Bien qu'aujourd'hui la critique du régime unipartiste mexicain soit monnaie courante, l'analyse clairvoyante du régime dans l'historiographie ne devient manifeste qu'à la suite de l'échec du fameux « miracle mexicain ».

### **Les cas plus concrets : vérification des valeurs autoritaires du régime**

À la lumière des événements de 1968, nous constatons que l'institutionnalisation de la révolution ne s'est pas faite en suivant les préceptes démocratiques à la base de l'épisode révolutionnaire qui a servi à cristalliser le projet national. Allant à contre-courant de l'historiographie officielle que le régime priiste a tenté de promouvoir, les historiens abordent désormais l'expérience révolutionnaire et son héritage de manière

critique. L'analyse que fournit Luis Medina de la montée du pouvoir autoritaire au Mexique, et qui s'inscrit dans le cadre de la collection « La revolución mexicana » qui voit le jour dans les années 1970, témoigne de cette volonté de raconter la nation mexicaine en échappant aux illusions de modernité et de démocratie que les cercles officiels ont tenté d'y associer.

Il démontre ainsi de quelle façon le gouvernement de Miguel Alemán a savamment constraint les gouverneurs à la discipline politique. De plus, grâce au discours nationaliste révolutionnaire qui prend à cette époque une teinte anti-communiste, Alemán a miné le pouvoir de la gauche au sein du PRI et l'influence du mouvement syndical sans pour autant provoquer de forte mobilisation de leur part. Dès le départ, il représentait un candidat officiel à la présidence qui pouvait satisfaire à peu près toutes les factions politiques, tant celle de la gauche représentée par Cárdenas (et Toledano), que celle de la droite puisqu'il favorisait l'entreprise privée nationale et étrangère (Alemán se rallie du même coup l'appui nord-américain). Medina pousse plus loin sa démonstration en montrant de quelle façon Alemán a manipulé ce système politique de façon à en accroître la stabilité et assurer le pouvoir de l'exécutif.

Même si la réforme du PRI, en 1945, devait garantir une démocratie plus efficace grâce au multipartisme et au suffrage effectif, le nouveau président agit assez rapidement pour s'assurer la stabilité politique du système et, en conséquence, la « paix » sociale. Il amorce ainsi cette « danse des gouverneurs », phénomène qui existait déjà, mais auquel il a donné un tempo accéléré et un ton un peu moins subtil : « Lo extraordinario, que sí contrasta con el gobierno de Unidad Nacional propiciado por Avila Camacho, fue ante todo el número de enfrentamientos, y después que se aceptaran los retos y que no se tratara de soterrarlos para aparentar una falsa estabilidad política » (Medina, 1979 : 95). Entre décembre 1946 et décembre 1948, neuf gouverneurs sont destitués ou doivent démissionner. Avec la danse des gouverneurs des États du Jalisco, du Tamaulipas, de León, du Chiapas, d'Oaxaca, de Coahuila, de Durango, du Sonora et la substitution controversée de « fonctionnaires » administrant le territoire de Baja California Norte, Alemán assoit fermement le pouvoir de l'Exécutif. Le régime ne compte pas s'« embarrasser » de vieux caciques trop exigeants ou de gouverneurs gênants qui mettraient la stabilité du régime en danger. On ne veut pas davantage d'une opposition trop soutenue. L'évincement de la gauche, qui se retrouve bientôt largement affaiblie, le prouve bien.

Assez rapidement, il élimine la gauche du Parti officiel, et ce, sans soulever une mobilisation trop importante de la part de la base d'appui du Parti. Il entreprend aussi de contrôler le mouvement ouvrier et concède certains bénéfices à d'autres secteurs du PRI, garantissant ainsi un appui majoritaire à son projet (Medina, 1979 : 2). Si Alemán s'impose en tant que candidat présidentiel populaire grâce à un discours modernisateur

dirigé vers la croissance économique du pays mais aussi vers sa démocratisation<sup>17</sup>, les moyens mis en avant par le nouveau président pour assurer l'ordre social et politique ne correspondent pas à ce type de discours. Stratège habile, dès le début de son mandat, il s'appuie sur le populaire président de la Centrale des Travailleurs Mexicains (CTM), Vicente Lombardo Toledano, afin de mater des manifestations ouvrières importantes, la plus significative étant celle des *petroleros* de décembre 1946. Lombardo Toledano, en condamnant cette grève qui risque de paralyser l'économie nationale et entraver le développement modernisateur, contribue à l'affaiblissement de certains regroupements syndicaux :

That a President of Mexico should instead of encouraging the frequent and illegal interruptions which were creating chaos out of the nationalized railroads and petroleum industry, strike down the first effort at a continuation of such tactics were greeted with amazement and jubilation.[...] Lombardo Toledano, the one man who might have rallied labor against the President, condemned the action of the *petroleros*, heeding perhaps a presentiment of a new order of things to come (Jimenez Hanton, 1998 : 37).

Mais la crise de la coopération entre le président et le chef syndical survient plus tard, en 1948, lorsque Lombardo Toledano crée le *Partido Popular* (PP) et provoque une rupture à l'intérieur de la CTM dont une majorité de syndicats décide de rester ouvertement affiliée au PRI, résultat de la pression de dirigeants de la centrale (Fernando Amilpa, secrétaire de l'organisation, se fait le porte-parole de ce groupe). Ceci met en lumière le caractère subordonné de la CTM au gouvernement officiel. La CTM se divise alors en deux factions : l'une qui adhère au PRI et à sa politique économique, une autre qui souhaite l'indépendance syndicale. Lombardo Toledano et ceux qui le suivent se retrouvent désormais exclus, non seulement de la CTM, mais de la relation directe avec le gouvernement :

El gobierno se veía ante propios y extraños desembarazado de la izquierda oficial, y a partir de entonces el presidente dejó de sentirse obligado a incorporarlos en coaliciones o a inmiscuirla en arreglos políticos. No cabe duda que el principal beneficiado con la salida de Lombardo de la familia revolucionaria fue el presidente Alemán, aunque también resulte patente que al eliminarse la influencia moderadora y equilibradora que ejercía la izquierda dentro del ámbito oficial, las respuestas del gobierno a las crisis sociales tendrían por fuerza que tornarse menos flexible (Medina, 1979 : 160).

L'urbanisation qui se produit à cette époque fragilise les solidarités familiales et le pouvoir de la CNC au profit de caciques « nouveau genre » dans les industries. De plus, Alemán n'hésite pas à changer les cadres de la CNC et à opposer de petits syndicats les uns aux autres pour les affaiblir.

<sup>17</sup> Son plan d'action va donc dans le même sens que la volonté de réforme du Parti et de la loi électorale de 1945 qui garantit le multipartisme du régime. La création de la *Comisión Federal de Vigilancia Electoral* et les commissions locales qui y sont rattachées répondait à cette préoccupation : « Esta era la forma [...] de permitir la participación de los partidos políticos, equilibrando a la vez los derechos de participación del ciudadano y de los partidos con la obligación de las autoridades federales de garantizar la realización periódica y pacífica de los comicios » (Medina, 1979 : 67).

Enrique Krauze entreprend à son tour une critique plutôt clairvoyante de l'évolution politique du pays. Tout en s'appuyant sur une méthodologie historique classique, il produit néanmoins une analyse originale des rouages du système autoritaire mexicain et expose les transformations importantes réalisées par Alemán et qui ont permis à l'État de consolider son assise. Il centre son interprétation de la stratégie alemaniste sur l'expression très simple de « *pan o palo* » : « Si la clave del contrato social porfiriano estaba en la vinculación de cada grupo social con don Porfirio, la clave del contrato social revolucionario estaba en una reedición aumentada y mejorada del método porfiriano del *pan o palo* » (Krauze, 1997 : 106). À partir de cette considération, il arrive à une classification des différents acteurs sociaux selon leur degré de soumission à l'État. Les moins directement dépendants de l'État se voient bien entendus moins subordonnés, mais Krauze démontre tout de même de quelle façon l'emprise du gouvernement alemaniste se traduit pour tous ces groupes. Parmi les subordonnés, se distinguent les membres du Congrès. Il affirme que les parlementaires représentent à cette époque les orientations et intérêts de l'Exécutif, faisant preuve d'à peu près autant d'autonomie que les députés et sénateurs au temps du Porfiriato. Il associe à ces « complètement subordonnés » les administrations étatiques et les centrales syndicales cooptées qui subissent des pressions pour demeurer fidèles au Parti et relate des cas où des menaces ont été proférées aux ouvriers et paysans pour voter pour le PRI, faute de quoi le gouvernement leur enlèverait leurs terres ou les bannirait des syndicats (Krauze, 1997 : 136). Parmi les groupes qui, malgré certaines pressions de la part du gouvernement alemaniste, demeurent relativement libres se trouvent l'Église, les entrepreneurs et les intellectuels<sup>18</sup>. Ceux qui demeurent en dehors de l'autorité gouvernementale alemanistes sont les oppositions de gauche (Parti communiste) et de droite (Partido de Acción Nacional). Mais comme le mentionne Medina, les opposants se retrouvent en dehors du système, ne pouvant exercer une grande influence sur cette machine bien rodée et se trouvant néanmoins dans une position précaire (pensons aux intimidations dont ces organisations sont victimes lors des élections).

Grâce à l'éclairage de ces auteurs sur le système autoritaire, qu'ils disent corrompu, les grandes lignes du processus politique qui a contribué à former un système unipartiste aussi stable deviennent plus facilement identifiables. Certes, plusieurs mécanismes de contrôle ont contribué à maintenir le régime, qu'il s'agisse du « *pan o palo* » que suggère Krauze ou des stratégies plus subtiles de marginalisation de l'opposition comme le présente Medina. Le résultat demeure néanmoins une consolidation d'un régime politique unipartiste fort, proche de l'autoritarisme.

<sup>18</sup> La censure devient plus présente avec Alemán, et ce, dès lors qu'il occupe le poste de *Secretario de Gobernación*. Bien que la presse puisse se montrer plutôt critique sur bien des sujets, elle ne doit pas attaquer directement le président ou le régime, faute de quoi le gouvernement alemaniste peut appliquer des sanctions économiques rendant plus difficile le maintien de la presse (ex. : restriction de la fourniture de papier fondée sur le manque de devises, hausse immodérée des droits d'importation du papier ou de la machinerie) (Krauze, 1997, 153).

## Conclusion

L'articulation du projet modernisateur des années 1940 donne lieu à de nombreuses réflexions sur la nature du régime mexicain. L'interprétation des impératifs économiques et politiques varie au cours du XXe siècle en fonction des succès et échecs du modèle mis en place dès la présidence de Miguel Alemán. L'optimisme, ou du moins la clémence, dont font preuve des chercheurs comme Pablo González Casanova et Vincent Padgett avant les événements tragiques de 1968 dans leur analyse du « projet national » rappelle assez bien que l'historiographie mexicaine a été soumise et imprégnée du contexte de continual changement, d'espoir, puis de désillusion. Alors que dans les années cinquante et soixante des intellectuels comme Frank Brandenburg croyaient que la croissance économique pourrait éventuellement mener à une démocratisation du régime corporatiste, les autoritaristes et révisionnistes qui s'imposent après 1968 se sont mis à douter de ce dénouement puisqu'ils attribuent le caractère autoritaire du régime à des racines souvent plus profondes et diverses et ne conçoivent pas l'évolution politique de façon aussi uniforme que les premiers. Alors que Meyer, dans un collectif incontournable sur l'autoritarisme mexicain, fixe son attention sur la survie d'une élite, d'autres chercheurs, tels que Robert Kaufman, qui se sont intéressés aux divers régimes autoritaires latino-américains, soulignent plutôt l'institutionnalisation et la mise sur pied d'agents de contrôle social bien établis, non militarisés et basés sur un « pacte » révolutionnaire qui légitime le régime. Quoiqu'il en soit, la légitimité du régime priiste est remise en question et les stratégies de contrôle social, politique et économique mises en œuvre depuis la fin des années 1940 sont aujourd'hui mieux connues. Les observations rapportées par Krauz et Medina confirment d'ailleurs cette relation d'interdépendance entre la stabilité politique et la croissance économique à la base du projet modernisateur qui est amèrement critiquée dès que le résultat du miracle mexicain devient incertain.

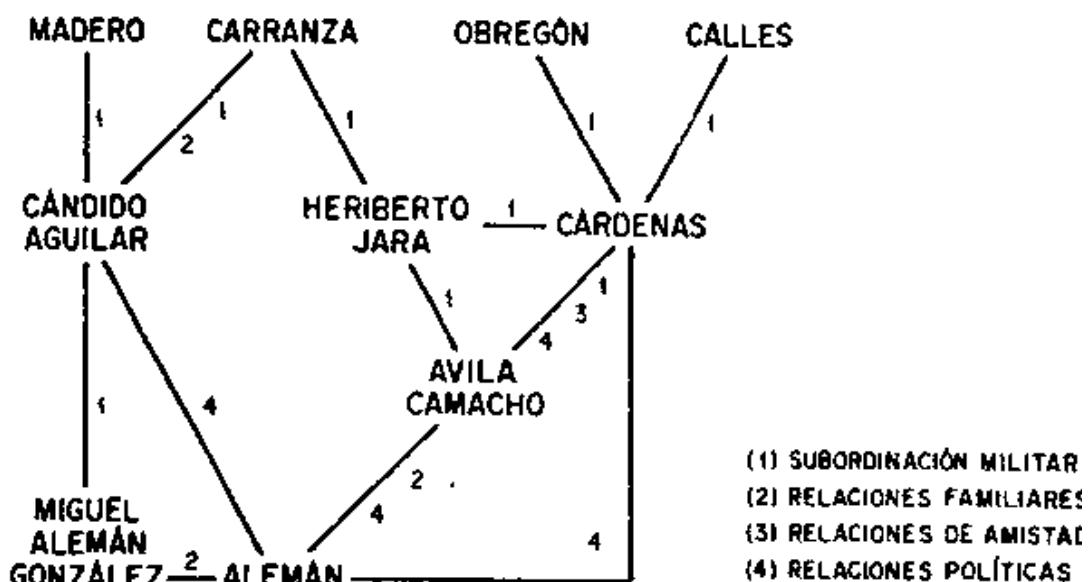
Plusieurs des analystes des années 1960 et 1970 ont ainsi continué leur travail d'observateur attentif et utilisent différents médias pour articuler et transmettre leurs conclusions sur le système politique mexicain<sup>19</sup>. Maintenant que le système *priista* a laissé place à une ouverture démocratique, nombreux sont effectivement les auteurs qui portent un regard critique sur les mécanismes ayant participé à l'élaboration d'un régime autoritaire tel que l'a connu le Mexique pendant plus de la moitié du XXe siècle. Comme le mentionne d'ailleurs Allen Wells, depuis les événements de 1968 et jusqu'au gouvernement de Salinas de Gortari, les mexicanistes n'ont eu de cesse d'étudier le système politique mexicain et de revisiter l'histoire officielle (Wells, 1991 : 332). Plus

<sup>19</sup> Nous pensons ici plus particulièrement à Lorenzo Meyer qui, tout en poursuivant ses travaux académiques, est devenu éditorialiste pour le quotidien mexicain *La Reforma* et l'hôte de l'un des plus importants shows politiques (*Primer Plano*) de la télévision nationale.

récemment une vaste littérature, inspirée de cet héritage historiographique et influencée par les nouveaux enjeux démocratiques auxquels doivent répondre les autorités gouvernementales mexicaines depuis la réforme néolibérale (1988), s'est imposée avec force. Un collectif publié pour la première fois en 1990 par le *Colegio de México* rappelle par ailleurs la nécessité de questionner sans cesse les mécanismes du pouvoir au Mexique, non seulement au niveau du pouvoir central mais aussi au niveau des entités fédérées, afin d'en évaluer la valeur démocratique. Depuis l'ouverture démocratique qui s'est opérée au cours de la dernière décennie, la production historiographique sur les enjeux politiques et sociaux mexicains s'est diversifiée, touchant à davantage d'aspects et de régions de la république, contribuant sans cesse au renouvellement et à la réécriture de l'histoire politique mexicaine.

## ANNEXE 1

## La famille révolutionnaire : Alemán et les leaders révolutionnaires



Source : Gil, Schmid et Castro, 1993 : 109

## BIBLIOGRAPHIE

*México, en el umbral del milenio.* México D.F. Centro de estudios sociológicos ; El Colegio de México, 1997 (1990).

BRANDERBURG, F. 1966. *The Making of Modern Mexico.* Englewood Cliffs : Prentice-Hall Inc. 367 p.

CARDOSO, F. 1979. « On the Characterization of the Authoritarian Regimes in Latin America », pp. 33-57, in COLLIER, D. 1979. *The New Authoritarianism in Latin America.* Princeton : Princeton University Press. 443 p.

CARVOZZI, M. « Mexico's Political Formula, Past and Present », in K. COOK, M. MIDDLEBROOK et J. MOLINAR HORCASITAS, *The Politics of Economic Restructuring. State-Society Relations and Regime Change in Mexico*, San Diego, University of California, 1994. 358 p.

GIL, J., SCHMIDT, S. et J. CASTRO. 1993. *La red de poder mexicana. El caso de Miguel Alemán.* Revista Mexicana de Sociología. Vol. 55, No3, pp. 103-117.

- GONZALEZ CASANOVA, P. 1963. *México : Desarrollo y Subdesarrollo*. Desarrollo Económico. Vol. 3, No ½, pp. 285-302.
- HANSEN, R. 1986. *Politics of Mexican Development*. Baltimore : The John Hopkins University Press. 276 p.
- JIMÉNEZ HANTON, A. 1997. *La vision de l'ambassade américaine des acteurs socio-politiques mexicains : 1947 à 1949*. Mémoire Maîtrise, Département d'Histoire : Université Laval. 142 p.
- KAUFMAN R. 1977. « Mexico and Latin American Authoritarianism », pp. 193-232, in REYNA, J. et R. WEINERT. *Authoritarianism in Mexico*. Philadelphia : Institute for the Study of Human Issues.
- KAUFMAN PURCELL S. et J.H.F. PURCELL. 1980. *State and Society in Mexico : Must a Stable Polity be Institutionalized?*. World Politics. Vol. 32, No2, p. 194-227.
- KRAUZE, E. 1997. *La Presidencia imperial*. México D.F. : Tusquets Editores. 556 p.
- LAPOINTE, M. et H. FAVRE. 1997. *Le Mexique : de la réforme néolibérale à la contre-révolution, 1988-1994*. Paris/Montréal : L'Harmattan. 429 p.
- MEDINA, L. 1979. *Civilismo y modernización del autoritarismo. Periodo 1940-1952*. México : El Colegio de México. 195 p. Coll. « Historia de la Revolución mexicana ».
- MEYER, L. 1977. « Historical Roots of the Authoritarian State in Mexico ». pp. 3-22, in REYNA, J. et R. WEINART. *Authoritarianism in Mexico*. Philadelphia : Institute for the Study of Human Issues. 241 p.
- MOLINAR HORCASITAS, J. 1993. *Escuelas de interpretación del sistema político mexicano*. Revista Mexicana de Sociología. Vol. 55, No. 2, pp. 3-56.
- MONTES DE OCA, R. E. 1977. « The State and the Peasants ». pp. 47-63, in REYNA, J. et R. Weinart. *Authoritarianism in Mexico*. Philadelphia : Institute for the Study of Human Issues. 241 p.
- O'DONNELL, G. 1972. *Modernización y Autoritarismo*. Buenos Aires : Paidos.
- PADGETT, V. L. 1957. *Mexico's One-Party System : A Re-evaluation*. The American Political Science Review. Vol. 51, No 4, pp. 995-1008.
- REYNA, J. et R. WEINART. *Authoritarianism in Mexico*. Philadelphia : Institute for the Study of Human Issues. 241 p.
- SMITH, P.H. et al. 2003 (2001). *Historia de México*. Barcelona : Crítica. 421 p.

- TEICHMAN, J. A. 1988. *Policy-Making in Mexico : From Boom to Crisis*. Boston : Allen & Unwin. 158 p.
- VILLAREAL, R. 1977. « The policy of Import-Substituting Industrialization, 1929-1975 ». pp. 67-108, in REYNA, J. et R. WEINART. *Authoritarianism in Mexico*. Philadelphia : Institute for the Study of Human Issues. 241 p.
- WELLS, Allen. « Oaxtepec Revisited : The Politics of Mexican Historiography, 1968-1988 ». *Mexican Studies*, Vol. 7, No2 (été 1991), pp. 331-345.